Bref aperçu de l'histoire des frustrations des Roumains de Transylvanie

Le hasard a voulu qu'en préparant l'apparat scientifique de ma thèse de doctorat (intitulée *Notion de la nation et stratégies nationales. Contributions à l'histoire des rapports entre l'émigration de Kossuth et les mouvements nationaux roumains*), je découvre, dans une variante ignorée d'un document précieux, deux petites phrases qui avaient été ignorées de toutes les publications antérieures et ultérieures, y compris d'une anthologie récemment éditée et quasi complète de l'auteur en question.

Les phrases auxquelles je fais allusion sont les suivantes :

« La paysannerie roumaine [en Transylvanie] est encore restée intacte. Comment la magyariser [c'est-à-dire l'assimiler] elle aussi ? » Certes, une phrase arrachée de son contexte n'a aucun sens. Voici donc le corps du texte où elle figurait à l'origine.

> « De 1825 à 1842 environ, le projet hongrois faisait des pas gigantesques. Les Hongrois croyaient déjà le plus sérieusement du monde (et l'affichaient en toute naïveté) qu'une nation aussi ancienne et héroïque, qu'une langue aussi extraordinaire et un avenir aussi radieux, les Hongrois étaient le seul peuple (à l'exception de tous les autres sur terre)

> à les avoir connus. Tout ce qui était beau dans le monde leur paraissait hongrois. Sur son trône, Dieu ne pouvait être assis qu'habillé en noble hongrois [il s'agit de la tenue dite d'"Attila"]. À sa main droite, et en tête des saints, figurait Saint-Étienne, roi de Hongrie. Donc, les poètes chantaient : que tous ceux qui sont "homme[s]" soient également hongrois. Et les poètes étaient, eux-mêmes, hongrois. L'enthousiasme faisait miracle et ravissait les autres aussi. Toute l'aristocratie roumaine était déjà magyarisée. Aujourd'hui, c'est le tour de l'intelligentsia roumaine. Mais la paysannerie roumaine, elle, est encore restée ce qu'elle était [c'est-à-dire qu'elle a résisté]. Comment la magyariser elle aussi ? »

Passons sur le fait, maintenant, que dans l'anthologie mentionnée, parue en 1981, il manque aussi les deux phrases antérieures. Il me paraît plus important, plus frappant, que les deux dernières phrases aient déjà disparu de la première publication connue jusqu'ici (janvier 1861 de *Revista Carpaţiloru*, p. 302), ainsi que de la page 137 des deux éditions suivantes (*Revista pentru istorie, archeologie şi filologie*, Bucarest, 1882 [voir 1983]), sans que leur disparition ait été signalée, en recourant à la pratique internationalement admise des trois points entre parenthèses qui indiquent que le texte est abrégé.

Or, dans ce cas, me semble-t-il, il s'agit d'un peu plus que d'une innocente et insignifiante inexactitude philologique. Au contraire, je crois qu'on ne peut tout à fait exclure que dans ces quatre phrases si simples (plus ou moins « perdues ») réside justement l'énigme des rapports hungaro-roumains de tout temps. Il est donc possible que ce soient elles, et notamment les deux dernières, totalement « oubliées » et plus jamais republiées, qui pourront fournir un jour la clef d'un des phénomènes les plus complexes et controversés que l'histoire européenne ait jamais produit : celui des prétendus « question nationale », « conflit inter-ethnique », « question des minorités » et autres dénominations possibles de l'éternel « *problème transylvain* ».

Avant d'essayer de deviner les motifs de cette amnésie partielle, précisons d'abord que le fragment a été publié en entier dans le numéro du 22 mars 1861 d'un journal obscur de Iaşi : *Dacia.*. Il fait partie d'une des premières tentatives visant à formuler les objectifs de la stratégie nationale de tout Roumain, c'est-à-dire ceux de Valachie, de Moldavie et de Transylvanie. Le titre même est ici significatif : *Mémoire sur les rapports des Roumains avec les Allemands, avec les Slaves et avec les Hongrois en temps de paix, ainsi que en cas d'une Révolution en Europe orientale, présenté au Prince A. I. Couza en 1860.* Quant à l'auteur – Alesandru Papiu Ilarian, habitant Iaşi à l'époque –, il était le conseiller, d'origine transylvaine (issu par sa mère d'une famille de boyards d'origine grecque de Moldavie), le plus écouté du prince régnant pour les problèmes relatifs aux « frères roumains d'au-delà des Carpates ». Il est aussi important de mentionner que nous nous situons un an après l'union des deux principautés – la Moldavie et la Valachie –, achevée le 24 janvier 1859.

Étant donné que ce qui va suivre est devenu pendant plus d'un siècle et demi l'objet d'une malencontreuse querelle entre les historiographies roumaine et hongroise, entre deux pays et deux peuples dont l'histoire est si entremêlée qu'on pourrait les concevoir, en dernière analyse, comme complémentaires, je formule au préalable trois propositions :

1. Essayons de nous détacher du fait suivant : un sujet de l'histoire sociale d'une région située aux confins de l'Europe centrale et du Sud-Est est devenu entretemps, organiquement et sentimentalement, la catégorie principale de la conscience d'un peuple ancien. Mais il se situe en même temps à l'épicentre de la vision qu'un très jeune État-nation du Sud-Est européen a de lui-même. Il s'agit donc d'un ensemble (amalgame) extrêmement fragile, fort sensible à tout ce qui le touche.

2. Tâchons d'oublier que par la force des choses – à cause du retard pris par les évolutions nationales des pays de cette partie de l'Europe – l'historiographie des deux côtés a été, et l'est restée pratiquement jusqu'à nos jours,

le moyen sans doute le plus efficace des stratégies nationales, et potentiellement une arme redoutable dans la main de politiciens pas toujours instruits en histoire.

3. Enfin, tenons compte du fait que l'auteur de ces lignes est actuellement diplomate en poste à Bucarest. Il est donc dans une position extrêmement délicate du point de vue de la crédibilité (officielle) roumaine.

Malgré tout cela, il va tenter l'impossible : rester non seulement objectif, mais aussi très attentif aux susceptibilités roumaines historiquement déterminées. Il espère cependant que ses lecteurs roumains montreront de la bienveillance pour son modeste essai... Après ce discours *pro domo*, revenons au fragment en question et tâchons de l'analyser – aussi brièvement que possible – dans une perspective plus large, celle de l'évolution européenne !

Alesandru Papiu Ilarian écrit donc en 1860 : « De 1825 à 1842 environ, le projet hongrois faisait des pas gigantesques... »

Mais de quel projet s'agit-il au juste ?

Je précise et simplifie brièvement mon point de vue. Le problème original, héréditaire et central de cette zone à la fois géographique et géopolitique de l'Europe a été et continue d'être celui-ci : comment, par qui (par quelle force sociale), par quelle élite politique « nationale », par quel pouvoir « supranational » pourrait-on organiser, moderniser, démocratiser la région ? Ou, faute de mieux, la dominer, la diviser ou l'homogénéiser ? Et, ce qui s'y rattache indissolublement : avec quels moyens et – surtout – avec quel type d'arguments, de preuves et d'« idéologie » peut-on l'essayer ?

Certes, on désigne cette zone géographique – en fonction des époques historiques – Empire de Saint-Étienne du Royaume médiéval hongrois (1000-1526), Empire des Habsbourg (1526-1867), Double Monarchie d'Autriche-Hongrie (1867-1918), Grande-Roumanie (1920-1940), Roumanie « socialiste » (1948-1989). Mais il existe aussi d'autres variantes plus générales : l'Europe centrale (*Mitteleuropa*) puis, après la Deuxième Guerre mondiale, les pays satellites de l'Union soviétique !

Soyons francs, n'est-il pas vrai que la première tentative intégratrice a été celle des empereurs, des Habsbourg « éclairés » : Marie-Thérèse (1740-1780) et surtout son fils aîné, Joseph II (1780-1790) ? N'ont-ils pas voulu par le biais de réformes civilisatrices, administratives, éducatrices – et germanisantes –, centraliser et intégrer leur empire pluriethnique, composé de régions socio-économiquement et culturellement fort différentes (y compris, dès 1691, la Grande Principauté de Transylvanie) ?

N'en est-il pas moins vrai, de surcroît, que tout ce que l'on appelle « problème des nationalités » (la question des minorités nationales) est typiquement un produit du XIX^e^ siècle ? Plus précisément, un produit de l'époque moderne, celle du capitalisme, de l'ère de la formation des nations modernes – selon le concept développé par le modèle français ?

Dans cette perspective, et selon les règles de la longue durée, ne peut-on affirmer que le véritable début, ici, se situe en 1789 ? N'est-ce pas le moment d'histoire universelle où l'Ancien Régime de la France féodale et royale cède, contrainte et forcée, sa place au Tiers-État, à la bourgeoisie qui se déclare État-nation ?

À mon sens, c'est là le signal qui déclenche – après l'échec temporaire de la tentative centralisatrice des Habsbourg – la compétition historique, puis la rivalité acharnée entre les différentes forces socio-politiques de la région qui ont, je le répète, le même dessein : organiser, moderniser, intégrer et, si possible, démocratiser la partie centrale et sud-orientale du continent.

Car au moment où ce marathon se mit en route, au tournant du XIX^e^ siècle, toutes les données du problème existaient déjà :

a. le but et le modèle qu'il fallait suivre était l'exemple français ;
b. les tendances centralisatrices germanisantes des Habsbourg servaient de défi initial ;
c. la réponse à ce défi était l'éveil graduel du sentiment national des couches dirigeantes des peuples non allemands de l'Empire. En effet, à partir de motifs socio-

historiques extrêmement complexes, la position des divers participants à ce mouvement variait énormément.

L'historiographie hongroise doit reconnaître en toute objectivité que ce « moment » a trouvé les Hongrois dans une situation relativement plus favorable. Et il en était ainsi, quand bien même à l'époque de la domination ottomane (1540-1686), ils ont dû subir des dommages, des pertes humaines et culturelles incommensurables, et à peine réparables, au regard des régions européennes plus favorisées par le sort. Mais ils ont au moins pu préserver les vestiges de leur existence nationale-féodale, de leur système institutionnel ; ils ont conservé leur noblesse et, surtout, la conscience de « l'ancienne gloire » sur lesquelles – en principe et théoriquement du moins – la nouvelle Hongrie pouvait être reconstruite. Qui pourrait nier qu'en dépit de ses attaches latines en matière de magistrature civile, de la force d'attraction exercée par Vienne (c'est-à-dire d'une culture allemande plus avancée) et de ses origines très largement étrangères (allemande, wallonne, italienne, croate, polonaise, slovaque, roumaine, serbe, etc.), cette noblesse hongroise était avant tout, et particulièrement dans ses aspirations, hongroise ?

Cette couche, comme Kossuth l'a déclaré solennellement en 1858 (lui qui avait également des origines / racines slovaques et allemandes), était « animée d'un libéralisme sans précédent, [et] avait de tout temps maintenu ouvertes les barrières de ses privilèges et de ses prérogatives constitutionnelles à tous ceux qui, en égard à leurs actes et à leur honneur, se montraient semblables à elle… ».

En d'autres termes – rappelons-nous de ce que Papiu Ilarian a écrit à ce sujet ! –, à tous ceux qui étaient disposés à s'intégrer à ces institutions, à s'y identifier et – à long terme – à s'assimiler à elle le cas échéant !

D'autre part, contrairement à ce que dit fréquemment l'historiographie roumaine, ce phénomène extrêmement complexe s'est manifesté spontanément, sans la moindre contrainte et relativement sans coups, tant qu'il a pu se nourrir du prestige que lui valait la puissance du Royaume hongrois du Moyen

Age, et tant qu'il a pu maintenir l'élan fondé sur l'espoir de pouvoir aménager une patrie « magyare » moderne, libérale, bourgeoise, civilisée et démocratique.

Ce « bel élan » était d'ailleurs si puissant et attractif (à un degré que signalent même les propos de Papiu), et la tendance à l'intégration mentionnée était si forte, qu'il a su préserver son efficacité même après 1867.

C'est ainsi que la « magyarisation » extrêmement rapide des *Bürger* allemands, des villages de la Hongrie historique, qui a commencé dès l'ère des réformes, est allée de pair avec l'assimilation massive et quasi totale de la population juive citadine, entraînée par l'émancipation. Ce processus dynamique, à l'époque du dualisme, a fait pencher du côté des Magyars la « balance ethnique » de l'ancienne *Hungaria integer*, à l'équilibre très fragile.

Voilà donc le schéma et l'arrière-fond socio-historico-culturel du *projet hongrois*, qui s'est révélé, comme chacun le sait, un beau rêve.

⋆

Quelle était alors la situation en Transylvanie ?

Les tendances qui y prévalaient correspondaient exactement à celles qui se manifestaient dans les autres parties de la Hongrie historique, à cette différence près – mais non négligeable du point de vue des consciences nationales hongroise et roumaine – que les institutions de l'État médiéval, sa constitution féodale qui remonte à 1437, ainsi que l'union des « trois nations » (au sens féodal : des ordres) et des « quatre religions reconnues » (*recepta religio*) étaient demeurées pratiquement intactes, quoique leur caractère magyar y fût, peut-être, plus accentué. En revanche, nous n'y trouvons pas de représentants de ces Roumains, devenus indiscutablement, au milieu du XVIII^{e} siècle, le peuple « le plus nombreux » de Transylvanie ! C'était là, avouons-le, une situation des plus frustrantes pour l'intelligentsia roumaine qui commençait à se développer

à cette période. Elle l'était, indépendamment des motifs qui auraient pu conduire à cet état de choses.

Or, la Monarchie catholique des Habsbourg s'est employée à affaiblir le caractère fortement « magyar » et protestant, typique de la Transylvanie, tant en matière de pouvoir que de politique, d'idéologie ou de religion. Cette situation a assuré d'avantageuses possibilités de manœuvre : la catholicisation des Roumains, l'union religieuse, la création de l'Église catholique grecque au tournant du XVIII[e] siècle, et enfin la possibilité qu'on a fait entrevoir aux convertis de pouvoir accéder – en principe – aux mêmes droits que les prêtres et fidèles de l'Église catholique romaine. Tout cela a offert à Vienne un puissant levier politique, utilisable à tout moment. Dans le même temps, pour les Roumains transylvains qui ont eu le loisir de fréquenter les écoles catholiques, s'est matérialisée la chance exceptionnelle de voir remplacée leur couche dirigeante, intégrée au cours des siècles précédents à la noblesse (aux *nobiles* des *comitats* magyars). Elle a donc été en passe d'être perdue pour eux. Est apparue alors une intelligentsia formée de prêtres et d'intellectuels issus de la petite noblesse. Cette élite a été capable, conformément à l'esprit du siècle, de faire prendre conscience aux Roumains de leur condition particulière en tant que nationalité. Or, comme cette condition était fort désavantageuse, l'objectif a consisté à se faire admettre au sein de la citadelle que représentait la constitution transylvaine féodale – en qualité de quatrième « nation » du régime des Ordres : la *natio Valachica* ! Ils ne pouvaient y parvenir qu'en essayant de forcer, d'élargir les cadres rigides et féodaux établis de longue date.

Et pour ce faire, le gain de vigueur de l'autochtonie dacoroumaine a pu, tout au plus, prendre la forme d'un énoncé spéculatif en rapport avec les Ordres de la société féodale et nourrir des griefs, voire des exigences compensatoires. En l'absence quasi totale d'une noblesse jouissant de droits identiques à ceux des Hongrois et voyant le risque permanent de perdre sa nationalité – fait qui a été également signalé par Alesandru Papiu Ilarian – l'*intelligentsia* roumaine n'a pu concevoir une interprétation de cette intégration-assimilation qu'en termes

d'occupation du territoire par les forces allogènes et par une politique de privilèges.

Car, selon l'opinion des *leaders*, si le peuple roumain parle une langue latine, son origine ne saurait être mise en doute. Il descend de la population romaine de la Dacie, et de ce fait il est donc plus ancien que la population magyare venue y chercher au IX^{e} siècle une patrie...

Ce qui compte ici, ce n'est pas la part de vérité historique qu'implique cette théorie (dont nous pourrions continuer à discuter pendant encore deux cents ans et plus), mais l'attitude frustrée – à bon droit –, l'atmosphère sentimentale, l'exigence de compensation qu'elle revêt dès leur début. Et ceci bien avant la possibilité de pouvoir éclaircir cette théorie par des investigations plus approfondies, afin de la priver de ses composantes affectives et de ses éléments à caractère mythique.

Récapitulons : la réponse au défi (germanisant et centralisateur) des Habsbourg, c'est l'éveil du sentiment et de la conscience nationale de la couche socio-historiquement et relativement la plus développée de la région, celle de la noblesse hongroise (il est nécessaire d'y ajouter que la bourgeoisie faisait presque entièrement défaut).

Ce fait s'est avéré encore plus riche de conséquences parce que cette noblesse (encore une fois en l'absence d'une bourgeoisie hongroise digne de ce nom) a été non seulement le groupe le plus avancé de cette zone du continent, mais aussi la force motrice numéro un de l'évolution nationale moderne hongroise. À part cela elle est devenue aussi un modèle qui a laissé une large empreinte sur la mentalité et les réflexes politiques de toutes les couches sociales de la nation hongroise en formation.

Autres conséquences : le bref avantage (une trentaine d'années environ) dont disposent la noblesse et l'*intelligentsia* hongroises dans ce processus conçu en termes de compétition historique. Celui-ci a nécessairement provoqué la méfiance, puis les ressentiments des autres élites non-hongroises, en plein essor, de la zone. À commencer par celle de l'intelligentsia roumaine de Transylvanie.

En effet, derrière cette méfiance politique se dissimulent des faits de nature sociohistorique : dans le passé lointain, les différentes couches sociales de l'ancienne Hongrie ont eu tendance à s'intégrer à cette société de type nobiliaire (c'était dû au style, attirant, de la noblesse moyenne, incarnant le prestige de l'Empire danubien de la Hongrie médiévale, y compris en Transylvanie). Dès lors, non seulement ces couches-là ont été intégrées à ce groupe sociologiquement et ethniquement hétérogène à caractère hongrois, mais, le cas échéant, elles ont aussi perdu leur nationalité d'origine en s'assimilant à elle.

Autrement dit, dans la pensée et les réflexes politiques de l'*intelligentsia* roumaine de Transylvanie, le besoin imposant de modernisation s'entremêle, d'une façon organique, avec les réminiscences de ce fâcheux processus. S'y ajoute la crainte du pouvoir assimilateur et intégrateur de la noblesse hongroise. Ces Roumains rejettent donc, et de manière violente, la stratégie de l'élite aristocratique hongroise visant à restructurer et à moderniser la société du bassin carpato-danubien. Voilà pourquoi ils optent, en fin de compte – espérant ainsi mieux assurer leurs droits nationaux – pour la cour de Vienne, et non pour la révolution hongroise de 1848-1849. Voilà pourquoi ils feront plus tard tout leur possible pour démembrer la Double Monarchie et la Hongrie historique. Ils tireront également parti du dynamisme du jeune État roumain, des rapports de forces en Europe à la fin du XIX^{e} siècle et des intérêts économiques et stratégiques français, de Napoléon III à Georges Clemenceau.

C'est en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, issu du mouvement des nationalités, que l'oligarchie politique roumaine arrache à la Providence (et aux « faiseurs de paix » de Versailles) la chance de réaliser le rêve des grandes figures de la génération roumaine de 1848 : créer – aux confins de trois empires vermoulus et de leurs miettes – un État moderne, démocratique, européen. Rêve parfaitement identique, en somme, aux illusions qui ont vainement bercé les éminents représentants de l'élite nobiliaire hongroise. Les chances de réussite étaient différentes. Mais l'inégalité des chances n'exclut pas la ressemblance typologique qui, historiquement, existe entre le

projet hongrois (illusoire) et le plan roumain (à réaliser encore), surtout en ce qui regarde le domaine de l'expérience.

L'élite nobiliaire hongroise du XIX^e siècle – limitée par une vision de nation de type nobiliaire et trop sûre d'elle-même en raison de l'avantage confortable dont elle disposait au départ – a commis la faute (compréhensible en termes sociologiques et de psychologie sociale, mais historiquement fatidique) de ne pas considérer comme partenaire égal l'intelligentsia des peuples de l'ancienne Hongrie auxquels manquait une aristocratie, voire une noblesse semblable à la sienne. De ce fait, elle a engendré la méfiance, les ressentiments, la haine, le désir de revanche (à cause de leur relatif retard historique) de ses voisins et de ceux avec lesquels elle cohabitait. Par ailleurs, elle a aussi déclenché cette force dévastatrice fondée sur un sentiment de frustration (dû également à l'inégalité des chances). Celui-ci, à son tour, a fait exploser l'ancienne Hongrie.

J'ai commencé la rédaction de ces lignes par un fragment choisi de l'œuvre d'un ennemi acharné de la Hongrie historique, d'un prophète enthousiaste de la future unité roumaine. Qu'il me soit permis de l'achever avec quelques pensées d'un autre protagoniste de l'époque : ami engagé dans la réconciliation hungaro-roumaine, ennemi ferme de tout État-nation de la région, combattant décidé du « Projet de Confédération danubienne » (d'Adam Czartoryski, Nicolae Bălcescu, Georges Klapka et Louis Kossuth), témoin fidèle du processus historique européen de la deuxième moitié du XIX^e siècle, à savoir Marco Antonio Canini, journaliste vénitien. Observateur objectif de l'évolution politique de la Monarchie des Habsbourg, il note en 1868 le renforcement de la position des Hongrois à la suite du Compromis.

Et maintenant ?

La question reste ouverte et se pose de la façon suivante : la période qui suit la « révolution décembriste » de 1989 en Roumanie réalisera-t-elle de manière complète et définitive les idéaux nationaux roumains, le rêve de Ion Câmpeanu, Simeon Bărnuţiu, Mihail Kogălniceanu (et des autres) ? Ou se soldera-t-elle par le même échec que celui de Kossuth, Széchenyi, Deák

et Andrássy ? Ce n'est pas à moi, historien hongrois, d'en juger. Ce sera la tâche, à l'avenir et en toute connaissance de cause, de l'historiographie et de la conscience nationale roumaines. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la modernisation de la société et la démocratisation de ses structures sont tout simplement inconcevables sans que soit réglée la question des minorités.

Si l'on ne veut donc pas répéter les moments tragiques de l'histoire commune roumano-hongroise (hungaro-roumaine), il faut absolument trouver une solution au problème de la minorité hongroise de Roumanie. Et, cette fois-ci, en vertu des « droits de l'homme » et en vue de promouvoir la société civile, tant en Roumanie qu'en Europe centrale et en Europe du Sud-Est en général.

Quant aux deux petites phrases perdues dans les tourbillons de l'histoire, il s'agit là d'un cas qui relève plutôt de la psychologie sociale. De tout cela, à savoir des motifs possibles de l'hypersensibilité actuelle roumaine et de ses rapports aux susceptibilités et frustrations hongroises, on parlera peut-être une autre fois.